

Amara: «Le Maroc ne connaîtra jamais la soif»

• Plus de 12,6 milliards de DH pour construire 10 grands barrages en 2020 et 2021

• Plusieurs villes concernées par le dessalement de l'eau de mer

• Outre le budget de l'Etat, le recours au PPP est incontournable

- L'Economiste: Un plan national de l'eau 2020-2050, un programme d'urgence 2020-2027. La gestion du dossier de l'eau est-elle bien pilotée?

- Abdelkader Amara: Oui. Le Maroc n'est pas novice en matière de planification de l'eau. Nous avons une grande histoire qui a fait de notre pays un leader à l'échelle régionale et continentale, avec des expériences acclamées au niveau international. La politique de mobilisation de l'eau via les barrages date des années 60, et a été renforcée par SM le Roi. Sur le plan de la planification, nous sommes très avancés.

La loi impose au gouvernement de disposer d'un Plan national de l'eau qui trace la feuille de route



«Pour répondre à la cyclicité des années sèches et humides, il faut une capacité de stockage minimale d'eau de 32 milliards de mètres cubes. Il s'avère qu'à la fin de 2020, nous étions à peine à 19 milliards», explique Abdelkader Amara, ministre de l'Équipement (Ph. L'Economiste)

sur 30 ans. Il couvre 2020-2050. Il a été débattu au sein de la commission interministérielle, présidée par le chef de gouvernement, avec la présence de tous les départements concernés, notamment l'Agriculture, l'Intérieur et les Finances. Il devrait être exposé ultérieurement devant le conseil de l'eau et du climat qui a un avis consultatif. C'est un plan avec tous les axes d'intervention en matière d'eau, qui nécessitera une enveloppe de 383 milliards de DH. La budgétisation détaillée sera précé-

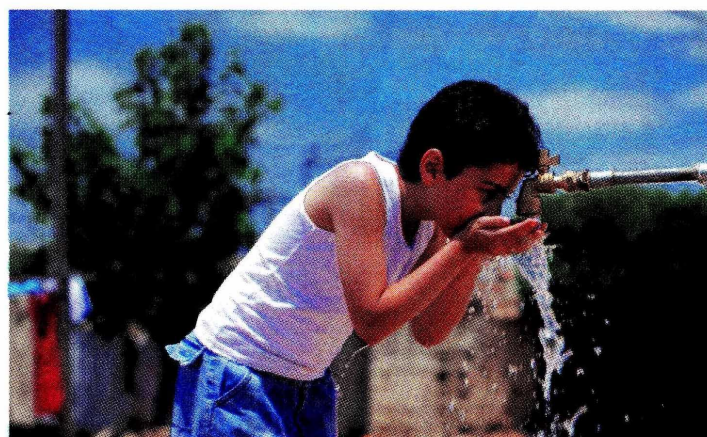
sée ultérieurement. C'est ce que nous avons fait avec le programme 2020-2027 dont le lancement était présidé par SM le Roi. Le Souverain a également présidé des réunions de travail. Ce programme est arrivé à point nommé car il fallait rattraper des retards accumulés notamment dans la mobilisation des eaux de surface et dans les capacités de stockage.

- Une composante essentielle est relative à la construction des barrages. Vous aviez annoncé la réalisation de 5 ouvrages en 2021. Où en est-on?

- Pour que le Maroc soit dans la situation la plus confortable possible et répondre à la cyclicité des années sèches et humides, il faut une capacité de stockage minimale de 32 milliards de mètres cubes. Il s'avère qu'à la fin de l'année 2020, nous étions à peine à 19 milliards. C'est pour cette raison que nous avons programmé la construction des barrages. Dans les années précédentes, on construisait une moyenne de 2 à 3 barrages, voire parfois un seul. Ce qui explique le retard accumulé. En 2020, année du début du programme, nous avons commencé à construire 5 grands barrages, avec une enveloppe de 7,8 milliards de DH, soit une capacité de stockage supplémentaire de près de 2,3 milliards de mètres cubes. En 2021, nous avons programmé 5 autres grands barrages, avec une capacité de stockage de 552 millions de mètres cubes et une enveloppe de 4,8 milliards de DH. En fait, sur 2020 et 2021, nous

(Suite en page 6)

Plus de 50 millions de DH pour la com



(Ph. L'Economiste)

OUTRE la mobilisation, le programme 2020-2027 prévoit la gestion de la demande. Il s'agit d'agir sur l'eau potable destinée à la consommation humaine, à l'industrie, au tourisme et à l'agriculture qui consomme entre 70 à 75% du total de l'eau mobilisée. La sensibilisation est une composante essentielle du dispositif visant à toucher

les citoyens. En effet, le budget de 50 millions de DH destiné à cet aspect sera augmenté.

Le plan de communication concernera le programme 2020-2027. L'objectif est de cibler le citoyen lambda pour qu'il comprenne que cette denrée sensible pose des problèmes à l'échelle internationale. □

Amara: «Le Maroc ne connaîtra jamais la soif»

(Suite de la page 4)

serons sur 10 grands barrages. C'est inédit, et cela prouve aussi que nous avons la capacité de construire de grands barrages aussi bien sur le plan technique que financier. Pour 2020, les marchés sont adjugés. Ces barrages vont accélérer la cadence de stockage qui est un gage pour notre sécurité hydrique dans les années à venir.

- Le plan national de l'eau nécessite la mobilisation de 383 milliards de DH, c'est énorme. Le modèle financier retenu est-il viable?

- Le Maroc a placé la sécurité hydrique comme l'une des grandes priorités. L'Etat a toujours été présent pour dépenser dans ce sens, à travers notamment la construction des barrages. Il n'est pas exclu d'avoir d'autres formes de financement comme notamment les Partenariats public-privé (PPP). Nous avons tenté une expérience, finalement non réalisée dans la région de Béni Mellal. En effet, quand les calculs ont été réalisés avec le ministère des Finances, nous nous sommes aperçus que cela revenait plus cher que si nous devions directement mettre la main à la poche. Au-delà des aspects d'approvisionnement en eau, l'effort colossal réside dans l'importance de l'écosystème. Nous avons des entreprises de BTP marocaines, spécialisées dans la construction des barrages, avec des emplois et un savoir-faire qu'il faudra fructifier beaucoup plus. Mais je n'exclus pas que dans les années à venir, nous serions obligés de défricher d'autres modes de financement. Il



Le dessalement d'eau de mer est pratiqué au Maroc déjà depuis les années 70, dans les provinces sahariennes. Aujourd'hui, la nouveauté concerne des projets pour les villes du Nord (Ph. L'Economiste)

s'agira de démarcher, expliquer pour que la loi sur le PPP soit vulgarisée. Il faudrait trouver des formes pour intéresser le secteur privé et en même temps, avoir un partenariat gagnant-gagnant. Le coût moyen d'un barrage tourne autour de 1,5 à 1,6 milliard de DH. Certains sont plus chers.

- Le programme comprend également le dessalement de l'eau de mer. Quelles sont les villes concernées?

- Le Maroc ne connaîtra jamais la soif. C'est impossible, puisque nous avons 3.500 km de côtes. Contrairement à ce que pensent certains, le dessalement est pratiqué au Maroc depuis les années 70, dans les provinces sahariennes. Aujourd'hui, nous sommes en train de l'envisa-

ger pour les villes du nord. C'est une nouveauté. Pour l'heure, nous avons fait une petite station de dessalement à Al Hoceïma avec une capacité de 6 millions de mètres cubes par an. La grande station en phase finale est celle d'Agadir Chtouka Aït Baha qui sera à 144 millions de mètres cubes par an. Elle est parmi les plus grandes en Afrique. Celle de Dakhla serait multi-usage: agricole, eau potable et le port de cette ville. La construction du port commencera sous peu et va nécessiter

10 milliards de DH d'investissement.

L'autre point d'inflexion concerne Chtouka Aït Baha. Car, historiquement, personne au Maroc ne pensait qu'un jour l'agriculture se fera irriguée par l'eau dessalée. Il y a une génération d'agriculteurs qui sont capables de valoriser l'eau avec un coût supérieur.

Nous avons dans le pipe également Safi et Dakhla. Nous sommes en train de réaliser l'extension du dessalement de Laâyoune, de Tan-Tan, de Sidi Ifni, en plus de plusieurs centrales de déminéralisation, avec à peu près le même système. En tout cas, pour les eaux non conventionnelles rattachées au dessalement, selon nos prévisions d'ici 2050, nous pouvons atteindre 1 milliard de mètres cubes d'eau dessalée. C'est important car, maintenant, nous sommes sur 40 ou 50 millions de mètres cubes, dont l'eau potable et l'eau industrielle qu'utilise l'OCP.

Il y a aussi la réutilisation des eaux usées. Le programme se limite à l'arrosage des espaces verts et des terrains de golf. Dans le plan 2020-2050, on prévoit 345 millions de mètres cubes d'eaux réutilisées alors qu'aujourd'hui, nous sommes entre 40 et 50 millions. □

Propos recueillis par
Mohamed CHAOUI

Le dessalement arrive à Casablanca

LE dessalement de l'eau de mer du Grand Casablanca est également dans le pipe. Cette station, qui fera 300 millions de mètres cubes par an, devra être opérationnelle dès 2027. Le coût est estimé à 9,5 milliards de DH, hors foncier. Elle sera réalisée dans le cadre du PPP. «Actuellement, nous sommes au stade des études détaillées. Le site est identifié et des prélèvements et des recherches sont en cours pour être sûr de la qualité de l'eau. Pour nous, la décision a été prise au sein du comité de pilotage du programme 2020-2027 en ce qui concerne la capacité. Elle sera la plus grande station en Afrique et dans le monde. Ce qui va nous permettre de pouvoir gérer autrement l'eau qui approvisionne Casablanca et venant du bassin Oum Rabiï qui connaît déjà un déficit», souligne le ministre de l'Équipement, du Transport et de l'Eau. Ce bassin devra approvisionner Marrakech et le périmètre agricole des Doukkala. Cela va nous permettre de couper le cordon ombilical entre Oum Rabiï et Casablanca, puisque cette ville ainsi qu'El Jadida seront alimentées par le dessalement de l'eau de mer, précise le ministre. □